- 1 -

CAHIERS DES AMIS DE LA COMMUNE

MARCEL CERF

*

ANTONIO DE LA CALLE

Commune de Paris 1871 Commune de Carthagène 1873

à Cypora

ma petite-fille

ANTONIO DE LA CALLE

Commune de Paris 1871 — Commune de Carthagène 1873

par MARCEL CERF

A L'APPEL DE LA LIBERTÉ

Un des aspects les plus émouvants de la Commune de Paris c'est l'élan de fraternité chargé de foi et d'espoir qu'elle fit naître chez tous les peuples épris de liberté. Des révolutionnaires du monde entier ont offert le sacrifice de leur vie à l'insurrection du 18 mars 1871. On retrouvera ce même sursaut de solidarité populaire dans les brigades internationales pendant la guerre d'Espagne en 1936.

Certains de ces héros sont passés à la postérité tels que Dombrowski, Wroblewski, Léo Fränkel ou Elisabeth Dimitrieff. D'autres, moins connus, ne méritent pas moins d'être

© Marcel Cerf, Paris 1987.

tirés de l'oubli. C'est le cas, parmi tant d'autres, de l'espagnol Antonio De La Calle.

Cet homme de lettres, issu d'une famille de notables où prédominait l'élément militaire, était né à Algésiras le 29 décembre 1843. Il n'en imposait guère par sa stature car il était petit et maigre mais que d'impétuosité et de détermination dans son regard vif et pénétrant. Le visage marqué par la petite vérole était encadré par une barbe et des cheveux noirs de jais. Son masque sévère était accentué par un nez droit renforçant le caractère énergique de la physionomie ; il représentait le type parfait de l'Andalou.

Ancien officier de l'armée espagnole, Antonio De La Calle avait participé à la révolution de 1868 qui renversa la Reine Isabelle II. On a dit qu'il fut compromis dans l'assassinat du général Prim. Le fait paraît improbable puisque sa présence est signalée à Paris dès septembre 1870 alors que Prim a été assassiné le 30 décembre.

Recherché par la police du ministre de l'intérieur Sagasta pour son action de militant socialiste, La Calle avait trouvé asile politique en France après la chute du Second Empire.

A Paris, il est d'abord logé chez un entrepreneur de peinture, François Thiebault, 24, rue Condorcet. Cet homme de 47 ans a deux fils à qui Antonio De La Calle donnera des leçons d'espagnol en échange de l'hébergement.

Quand commence le premier siège de Paris, De La Calle s'engage dans la légion des « Amis de la France » pour défendre la république contre les visées expansionnistes de la Prusse qu'il exècre. Il sera ensuite garde au 117e bataillon où sont également incorporés les fils de Thiebault. Le 117e était un des 32 bataillons chargés de la défense du 4e secteur (Montmartre) commandé par l'amiral Cosnier (bastion 34 à 45).

De La Calle fréquente les clubs révolutionnaires où l'on critique sévèrement l'inaction du gouvernement de la défense nationale. Il est très lié avec Flourens et Rochefort. Ses fréquentations sont peu appréciées de son logeur qui redoute l'influence qu'il exerce sur ses fils.

Prenant prétexte d'un peu de tapage provoqué par Antonio De La Calle un soir de goguette, Thiebault congédie son hôte le 18 avril après l'avoir hébergé pendant six mois.

N'abandonnant pas le quartier, De La Calle trouvera un garni dans un hôtel modeste, 23, rue Turgot. Entre temps, la commune a été proclamée et, bien entendu, De La Calle en est un défenseur conscient et résolu.

Nommé capitaine de la 3e Compagnie de guerre de son bataillon, il va prendre part à tous les combats contre les Versaillais.

Le 23 mars, le 117e bataillon s'empare de la mairie du Ier arrondissement occupée par des gardes nationaux hostiles à la Commune.

Antonio De La Calle se bat à Vanves du 4 au 7 avril puis il passe à la Porte Dauphine où la relève se fait attendre, ce qui suscite une réclamation du chef de légion.

Garde Nationale de Paris — *le 12 avril 1871*
9e subdivision — *le colonel commandant la 9e*
Etat-Major — *légion au citoyen général*
commandant la Place

Le 117e ne peut plus tenir. Voilà six jours qu'il est de service actif, après en avoir fait un précédent de deux jours.

Les hommes souffrent. Ils ont de la vermine et beaucoup sont malades.

Si vous n'envoyez au moins 350 hommes à la Porte Dauphine et à la poudrière, pour remplacer ce bataillon, il arrivera un malheur.

Avisez-donc
Salut et fraternité
L. Courgeon

Derrière la lettre, le chef d'escadron d'Etat-Major, chef du mouvement, a inscrit: *à remplacer par le premier bataillon qui arrivera place Vendôme prendre son service.*

On retrouve De La Calle avec son bataillon à la barricade de Neuilly du 28 avril au 12 mai.

De cette dernière période, subsistent quelques rapports signés de sa main: le 6 mai, il signale que deux hommes de sa compagnie ont été blessés dans les tranchées de Neuilly.

Le 10 mai, il rédige le rapport suivant:

Dans la nuit, deux coups de fusil ont été tirés sur la barricade d'une maison formant l'angle de la rue d'Orléans et de l'avenue du Roule en arrière de nos lignes.

J'ai exploré avec quelques hommes la dite maison et les adjacentes ainsi que les parcs et jardins voisins sans y avoir pu rien découvrir.

Nota : *le sergent major Leman de la 3e Compagnie a eu le pied foulé en travaillant à la barricade. Il est conduit à l'ambulance du Boulevard Inkermann. La Compagnie descend de garde à 6 heures du matin.*

Le Capitaine : A. De La Calle

Il est bon de préciser que les nuits de Neuilly étaient rarement aussi calmes, elles étaient, le plus souvent, troublées par des combats meurtriers.

Avec le 117e bataillon, De La Calle sera au petit Vanves du 18 au 21 mai. Le 20 mai, il rend compte de la mort d'un garde de la 4e Compagnie.

Lors de l'entrée des Versaillais dans Paris, le 117e combat

à la barricade de la Porte de Ternes, puis il se porte dans son arrondissement d'origine, le 9e, où il va défendre la barricade de la chaussée d'Antin.

La journée du 22 mai a été employée par le peuple parisien à construire des barricades hâtives dans les quartiers non investis pour empêcher l'ennemi de progresser.

Dans la chaussée d'Antin à la hauteur du n° 8 et à l'angle de la rue Meyerbeer, deux pièces de douze défendent une barricade formée de six balayeuses mécaniques et de quelques pavés.

Cet obstacle stratégique assure aux fédérés non seulement la possession de la chaussée d'Antin mais il maintient les communications avec la place Vendôme et la place de la Bourse.

Dans la soirée, les Versaillais ont pris possession de l'église de la Trinité et s'y sont fortifiés. Le mardi 23 mai, ils attaquent de front la barricade par deux mitrailleuses et quatre obusiers de montagne dont deux dans la galerie supérieure de l'église et deux autres à chaque angle de la chaussée d'Antin.

Les communards ne tardent pas à riposter. Un premier obus lancé de l'une des deux pièces de douze placées derrière la barricade vient éclater sur le bord du bassin du square de la Trinité, exactement dans l'axe de l'église. Les fédérés répondent ainsi aux feux de quelques tirailleurs postés derrière les quatre piliers du porche. Comme toujours le second obus arriva bientôt et frappa l'angle droit du chambranle de la travée du milieu, un troisième arriva au-dessus de l'archivolte, un quatrième fit tomber un retour de corniche de la façade.

Les balles frappaient aussi l'édifice dont l'horloge s'arrêta à 13 heures 50, au choc du 23e obus qui vint, en démolissant une balustrade, frapper au-dessus, mais à peu de distance de ce cadran.

Rue de la Chaussée d'Antin, un obus tombé à l'angle de la maison portant le numéro 68 éclata dans l'appartement de l'étage supérieur et y mit le feu.

Le directeur de l' « Illustration » qui habitait le quartier avait relevé les positions de toutes les barricades des fédérés. Il se rendit au quartier général du général L'hérillier établi dans la crypte de l'église de la Trinité et il lui donna tous les renseignements sur l'emplacement des barricades, leur construction et le nombre d'hommes qui les défendaient.

Comme l'armée versaillaise ne pouvait emprunter la chaussée d'Antin soumise au feu meurtrier des communards, ce défenseur de l'ordre indiqua un passage qui permettait de s'emparer par surprise de l'Opéra (1) et de tomber à

l'improviste sur la barricade de la chaussée d'Antin. Il guida donc un colonel du génie qui s'engagea, dans un chemin couvert à travers les cours des maisons, avec la 2e Compagnie du 1er bataillon du 55e régiment de ligne. A la bifurcation des rues de la Victoire et Joubert, ils furent rejoints par d'autres soldats du même régiment. Auguste Marc, directeur de l' « Illustration », avait bien servi la cause des Versaillais.

Vers 16 heures 30, par la rue Mogador, la troupe régulière peut pénétrer dans l'Opéra à travers les bâtiments administratifs. La troupe, nous dit Paul Martine, avait d'abord fait mine de parlementer. Au moment où le commandant des fédérés sortait de l'édifice pour répondre par un refus, un officier versaillais lui brûla la cervelle d'un coup de pistolet. Cette trahison paralysa la défense. Les Versaillais s'élancèrent, massacrèrent quelques défenseurs et firent une douzaine de prisonniers.

Les assaillants arrivent ainsi dans la rue Meyerbeer qu'ils atteignent de flanc. Tourner une position inabordable de front, telle a été la tactique de l'armée versaillaise dans Paris.

Ce n'est que vers 6 heures du soir que la barricade succombe. Du haut des toits, les fusiliers marins mitraillent les fédérés qui se croyaient à l'abri derrière leurs pavés. Il ne restait à la fin que neuf défenseurs, un des artilleurs avait été tué, l'autre et cinq de ses compagnons furent faits prisonniers, trois parvinrent à s'échapper par les boulevards.

Le reporter du journal *l'Avant-Garde* (n° 486 du 27 mai 1871) a donné une description de la bataille :

« ... *La barricade de la place de l'Opéra qui commandait le boulevard des Capucines, la rue Auber et la rue Halévy de même que la barricade qui ferme l'entrée de la rue de la chaussée d'Antin, étaient gardées par le 117e bataillon de fédérés. Elles ont été attaquées, la première vers midi, la seconde un peu plus tard. Le canon s'est mis à tonner des deux côtés et la fusillade s'est engagée avec fureur. Ces deux barricades étaient vaillamment défendues, et pendant plusieurs heures la troupe de ligne a hésité à s'en approcher.*

Avant de les aborder, les soldats se sont emparés successivement de toutes les rues aboutissant aux boulevards et la barricade de l'Opéra a été attaquée en même temps par la rue Auber et la rue Halévy et par les soldats postés au coin de toutes les rues du côté Nord du boulevard des Capucines.

De trois à cinq heures de l'après-midi surtout l'engagement a été effrayant.

Mais bieintôt les obus étant tombés en grand nombre, la place est devenue intenable, et les fédérés ont pris le parti de se retirer. Ils avaient eu quelques hommes tués ou

blessés. Ils devaient en même temps abandonner la barricade de la chaussée d'Antin où ils avaient eu un seul homme tué.

A ce moment, nous avons pu constater un fait assez remarquable. Deux officiers du 117e, ne voulant pas laisser leur canon, leurs munitions au pouvoir de l'armée, se sont attelés avec quelques hommes au canon et au caisson d'artillerie, et les ont emmenés sous le feu des balles et des obus. L'un de ces officiers emportait d'une main le drapeau rouge, tandis que de l'autre il aidait à traîner le canon. Ils sont partis par la rue Michodière, pour faire un détour, sans doute, et se replier derrière la barricade de la rue Drouot et de la rue de Richelieu... ».

Il est très probable que ces deux officiers du 117e bataillon étaient le capitaine Antonio De La Calle et son ami le capitaine d'habillement Roger.

De La Calle s'est ensuite battu aux abords de la mairie de la rue Drouot qui ne devait tomber en possession des troupes du 5e corps de l'armée versaillaise que dans la matinée du 24. Il prend alors position dans le faubourg Montmartre où la lutte acharnée se prolongea fort avant dans la soirée. Avec 150 hommes et une mitrailleuse il se dirige vers la Porte Saint Denis.

Après avoir infligé des pertes importantes à l'ennemi, il doit se replier sur la Porte Saint Martin.

Là encore, la lutte est terrible avant de faire retraite vers 20 heures sur la place du château d'Eau où la bataille fait rage. Quand la résistance devint impossible, De La Calle et ses hommes participèrent aux derniers combats de Belleville.

D'autres compagnies du 117e bataillon se sont illustrées rue de Maubeuge et à Ménilmontant les 26 et 27 mai. De La Calle, pour sa part, a combattu jusqu'au bout avec acharnement.

La bataille terminée, La Calle réussit à atteindre Rosny où il est arrêté et envoyé à Versailles. De Versailles, il sera expédié à Brest sur le ponton *la Ville de Lyon.* Par une de ces bizarreries de la justice militaire, il est relaxé en vertu d'une ordonnance de non lieu.

Mais Antonio De La Calle se doute bien que les Conseils de guerre reviendront de leur erreur. Il juge plus prudent de gagner la Belgique en mai 1872. A Bruxelles, il exerce quelque temps la profession de commissionnaire en librairie.

Comme il l'avait pressenti, le 20e Conseil de la 1re division militaire siégeant à Versailles a demandé un supplément d'enquête sur la participation de La Calle à l'insurrection et, le 15 octobre 1872, il est condamné par contumace à la déportation dans une *enceinte* fortifiée.

LA COMMUNE DE CARTHAGÈNE

De La Calle restera peu de temps en Belgique car en Espagne les événements se précipitent, le règne éphémère d'Amédée Ier va être balayé par l'élan populaire et la république sera proclamée le 11 février 1873. Le retour d'Antonio De La Calle dans sa patrie ne présente plus de difficultés. Son passé révolutionnaire le destine tout naturellement à siéger au Comité de Salut Public de Madrid fondé par les républicains intransigeants.

Quand les Cortès décrètent que l'Espagne doit être, en principe, un état fédéral, de toutes parts éclatent alors un grand nombre d'insurrections dont l'objectif est d'instaurer immédiatement une république démocratique fédérale.

Ces mouvements partis essentiellement de la base vont entrer en conflit avec les conceptions bureaucratiques du chef du parti fédéral, le proudhonien Pi y Margall qui veut diriger le processus de décentralisation en paralysant le fédéralisme dans un carcan de légalisme bourgeois.

Cette politique édictée du sommet vers le bas se heurte au sentiment populaire. Les citoyens conscients sont persuadés d'avoir été dupés, une fois de plus, par les manœuvres ambiguës d'un gouvernement plus prompt à courtiser ses ennemis qu'à satisfaire les aspirations des travailleurs.

Des municipalités autonomes, les « Cantons », sont constitués dans plusieurs régions, particulièrement en Andalousie et dans le Levant, sous l'impulsion des fédéralistes intransigeants.

Quand se manifeste le mouvement cantonaliste, Antonio De La Calle n'a qu'un seul désir: prendre une part active à la lutte de ceux qui veulent briser le joug du pouvoir central. C'est un peu sa revanche sur la défaite infligée aux fédérés en mai 71.

Roque Barcia, le président du comité de salut public de Madrid, dans un décret du 18 juillet, se faisant l'écho de cet élan révolutionnaire venu des masses, annonce la création de comités de salut public partout où le parti fédéral aura les forces nécessaires pour représenter « *l'imprescriptible souveraineté du peuple* ».

A Carthagène, les conditions sont particulièrement favorables au développement du mouvement. Le 11 février 1873, la république y avait été acclamée avec un enthousiasme

prodigieux, mais, pas n'importe quelle république, « *la République fédérale* » avant tout.

Persuadés que c'est dans cette ville que le soulèvement a le plus de chance de réussir, Roque Barcia et Antonio De La Calle quittent Madrid pour participer aux opérations dont la direction avait été confiée par Roque Barcia au député Antonio Galvez Arce (2).

Carthagène est, en effet, une base militaire et navale de grande importance ; le ralliement de la marine et de l'armée à l'insurrection en fera un centre de résistance exceptionnel.

Depuis longtemps déjà la révolte couvait, elle menaçait d'éclater à tout moment. Le 12 juillet 1873, une première junte révolutionnaire avait été constituée, ayant pour président Pedro Gutiérez De La Puente.

Le 27 juillet, le gouvernement provisoire est formé sous la présidence du général Juan Contreras (3) qui détient aussi le portefeuille de la Marine. Le général Ferrer, très bon stratège, est à la Guerre et Antonio De La Calle, membre du comité directeur de l'insurrection, est nommé sous-secrétaire d'Etat. Il prend également la direction du périodique du soulèvement *El Canton Murciano,* organe de la junte souveraine de salut public de Carthagène.

Si le mouvement de Carthagène est avant tout l'œuvre des républicains fédéralistes, il attira également des combattants professant des idées plus radicales. Quelques internationaux tels que Pablo Menendez, Pedro Roca et le communard français Lucien Combatz (4), prirent part, à titre individuel, à l'insurrection mais ils ne cherchèrent pas à faire prévaloir leurs conceptions sociales, et leur participation n'eut guère d'influence sur les événements. En revanche, seul Antonio De La Calle voulut donner une impulsion socialiste à la révolution cantonaliste.

Les différentes tendances socialisantes restèrent isolées et minoritaires au sein du comité directeur de l'insurrection dominé par les fédéralistes intransigeants eux-mêmes opposés au fédéralisme purement formel des partisans de Pi y Margall (les bénévoles).

Le 2 septembre 1873, le gouvernement provisoire est incorporé dans une nouvelle junte « unique pouvoir souverain de Carthagène ». Le Président de la Junte souveraine du canton est toujours Pedro Gutiérez De La Puente. Antonio De La Calle est nommé secrétaire de la commission de la guerre mais il doit abandonner cette fonction à la suite d'un désaccord avec Ferrer. Il dirige ensuite la commission des services publics. A ce titre, il est l'auteur de plusieurs décrets et projets de réforme de facture socialiste réformiste.

Son décret sur la propriété du 1er octobre 1873 affirmait dans ses considérants que la propriété est un des droits les plus légitimes de l'homme à condition qu'il soit le résultat de son travail.

On en venait donc à la nécessité d'établir une séparation absolue entre la propriété mal acquise profondément injuste et celle provenant des fruits d'un labeur honnête sans exploitation du prochain.

Il était stipulé qu'il était inadmissible que les forces vives de la production fussent entre les mains d'une douzaine de familles privilégiées. En conséquence, les avantages économiques des classes monopolisant les forces de production seraient supprimés.

Devaient être confisqués et déclarés propriétés collectives du Canton tous les biens qui correspondaient à la définition précitée et dont les actuels propriétaires jouissaient par droit de conquête et donations royales.

Les dispositions du décret rédigé par De La Calle ne furent pas adoptées par la junte au nom de laquelle elles avaient pourtant été apparemment ordonnées. La Calle rencontra non seulement de l'opposition dans le comité qui jugea ses mesures trop révolutionnaires mais aussi de la part des Internationalistes qui, au contraire, estimaient son décret beaucoup trop édulcoré.

Dans l'organe de la fédération barcelonaise de l'AIT (la Federación du 29-11-1873) les Internationalistes bakouninistes rejetaient sa distinction entre propriété juste et injuste qui maintenait, disaient-ils, les privilèges car *la propriété est injuste et ne peut souffrir aucun genre d'exception.* De La Calle, en tenant compte de la composition sociale de la junte, avait voulu procéder par étapes, ce qui est la marque d'un esprit politique avisé mais sa modération relative ne fut acceptée par aucun des deux camps.

De La Calle prit également un décret promulguant la confiscation de tous les biens appartenant aux associations religieuses (les églises incluses) qui passaient dès maintenant à la propriété collective du canton. Il fut aussi l'auteur d'un décret sur l'instruction gratuite, obligatoire, élémentaire, avec responsabilité personnelle des chefs de famille et des collectivités chargées de l'éducation de l'enfance. L'instruction professionnelle facultative était également gratuite pour tous les citoyens, sans distinction, qui la réclamaient. Tout enseignement de dogmes et de religions était formellement interdit. Au point de vue moral, il fallait s'en tenir aux principes de la science et des devoirs sociaux.

Dans les numéros 20 (13 août 1873) - 21 - 22 - 24 - 25 - 27 et 28 du *Cantón Murciano,* La Calle publia une série de

projets de réformes qui avaient été proposés à Madrid et qui devaient entrer en application quand le mouvement fédéral aurait triomphé dans toute l'Espagne. (Manifeste programme du 5 juillet 1873 du Comité de Salut Public de Madrid.)

Parmi ces réformes sociales figuraient: la journée de 8 heures (art. 14), la création de juridictions mixtes ouvriers-patrons (art. 15), l'interdiction du travail des enfants de moins de 14 ans (art. 17), la création de sociétés coopératives de production et de consommation (art. 26), de banques d'échange mutuel pour permettre aux travailleurs de pouvoir vivre sans la médiation du Capital (art. 27). Une fausse note pourtant dans ces projets: l'interdiction de faire travailler dans un même établissement industriel les hommes et les femmes (art. 16). Cette dernière mesure paraissait en contradiction avec l'article 24 qui stipulait l'égalité des deux sexes devant la loi.

Malgré la modération de ce programme, peu de points en furent approuvés par la Junte. L'insistance de La Calle à les faire admettre contribua à sa destitution.

La Junte avait, en effet, un grand souci du respect de l'ordre établi, de la moralité traditionnelle et de la religion puisqu'elle se refusa à adopter des mesures anticléricales analogues à celles qui furent prises par la Junte de Murcie.

Les cantonalistes ne touchèrent pas aux propriétés abandonnées par ceux qui avaient fui Carthagène au début de l'insurrection. On mesure par là la différence fondamentale entre le légalisme du Canton de Carthagène et les mesures socialistes de la Commune de Paris qui, le 16 avril 1871, décrétait la reprise des ateliers abandonnés par l'association coopérative des travailleurs.

En raison de ses prises de position politiques, Antonio De La Calle fut remplacé à la direction du « Canton Murciano » par Roque Barcia à partir du 22 novembre 1873. Ce Roque Barcia, auteur d'une brochure sur la Constitution fédérale, cantonale, provinciale et municipale (Madrid 1870), de fédéraliste intransigeant s'était mué en conciliateur indécis allant même jusqu'à condamner un mouvement qu'il avait contribué à faire naître.

Il faut encore indiquer que, pendant son ministère, Antonio De La Calle organisa le recensement de la population qui s'effectua les 4, 5 et 6 novembre 1873. Cette mesure fut prise pour procéder au rationnement équitable des citadins.

Malgré son obsession de légalisme, la Junte prit cependant quelques dispositions positives. Ainsi l'abolition de la peine de mort, des mesures contre la prostitution et les

maladies vénériennes, l'interdiction de fermeture des magasins de comestibles, la répression sévère des abus et des vols, la vigilance extrême contre les espions et les traîtres, les pensions accordées aux veuves et aux enfants des défenseurs du Canton,...

Le mouvement chercha à s'étendre aux localités voisines de Carthagène et de Murcie. Ces expéditions ne furent pas couronnées de succès, certaines, d'ailleurs, n'avaient uniquement pour but que de procurer des vivres aux habitants assiégés.

Quelques expéditions maritimes dans les parages d'Alicante provoquèrent des heurts avec la flotte anglaise et allemande. C'est ainsi qu'en août 1873, le commandant du cuirassé allemand *Friederich Karl* captura dans les eaux de Malaga et désarma à Carthagène deux frégates appartenant aux insurgés dont le chef fut fait prisonnier. L'escadre anglaise remit au gouvernement central les deux navires capturés par les Allemands. L'effet moral fut désastreux bien que le gouvernement allemand ait désavoué l'opération. Les cantonalistes durent bientôt circonscrire leur lutte à la stricte défensive.

Au départ de l'insurrection, le gouvernement de Madrid n'avait pu intervenir que faiblement car la majorité de ses troupes était occupée par la résistance aux assauts des Carlistes dans le nord de l'Espagne. Dès le début du soulèvement, le chef du gouvernement Pi y Margall avait menacé, par télégraphe, Barcelone où des troubles s'étaient produits. Fédéraliste réformiste, Pi y Margall se refusait à détruire l'ordre établi et condamnait le mouvement cantonaliste (5). Plus tard, dans ses mémoires, il reconnaîtra son erreur, en étouffant l'insurrection fédéraliste, il s'accusera d'avoir provoqué l'effondrement de la république de 1873.

Averti des événements du Levant par le gouverneur civil de Murcie, il avait réuni le conseil des ministres et décidé l'arrestation du général Contreras qui venait de quitter Madrid pour Carthagène afin de se mettre à la disposition des insurgés mais le général avait réussi à échapper à ses poursuivants.

Pi y Margall, bien que chef du parti républicain fédéraliste, avait envoyé le gouverneur de Murcie à Carthagène pour mettre fin au soulèvement. Sa tentative fut vaine et Contreras proclama l'indépendance du Canton Murciano.

Le 17 juillet, constatant que plusieurs localités avaient adhéré au mouvement de Carthagène, Pi y Margall se résolut alors d'expédier à Murcie les troupes du général Velarde.

Toutefois, il hésita devant l'horreur des combats fratricides et, pour rétablir « l'ordre », il insista sur la nécessité

de discuter rapidement le projet de constitution. Cette politique louvoyante ne lui attira pas les sympathies de la réaction qui prétendit qu'il était responsable de l'insurrection. Tourmenté par ses propres contradictions, il préféra donner sa démission et, le 18 juillet, Nicolas Salmeron, élu président, lui succèdera.

Le gouvernement prend alors des mesures plus énergiques. Les généraux Pavia et Martinez Campos sont chargés de réprimer la révolte. Sur le front Andalou, Pavia mate l'insurrection de Séville le 31 juillet et celle de Cadix le 4 août. Sur le front du Levant, le canton de Valence est anéanti le 8 août par Martinez Campos. Murcie, dont l'indépendance avait été proclamée le 18 juillet, prononce la dissolution de sa Junte le 11 août devant la menace de l'arrivée des troupes de Martinez Campos.

Cependant, Carthagène disposait encore de forces importantes et d'une flotte qui constituait sa sauvegarde, ce qui explique la durée de sa résistance alors que tous les autres cantons d'Andalousie et du Levant avaient déjà capitulé.

L'élection de Castelar à la Présidence, le 25 août 1873, va modifier la situation militaire. Centraliste convaincu, il met sur pied une armée nouvelle pour anéantir le mouvement cantonaliste. Le 30 août, pour éviter le pire, la gauche des Cortès avait proposé une loi d'amnistie étendue à tous les insurgés, de son côté Castelar avait essayé, sans succès, de corrompre les chefs de l'insurrection.

Le 12 novembre 1873, un agent de la police française à Londres envoyait ce rapport :

« *De Carthagène, une lettre signée Mariano dit qu'on en est au découragement, que les insurgés ne veulent plus se battre. Tout le monde commande, personne n'obéit, on crie à la trahison et les plus malins commencent à chercher le moyen de se tirer d'affaires. Tout sera fini, dit-on, pour le 1er décembre.* » (Archives police Ba/435.)

Le 26 novembre commence le bombardement de Carthagène.

Le 10 décembre 1873, José Lopez Dominguez est nommé général en chef de l'armée assiégeante. Depuis novembre, les sorties terrestres et maritimes étaient devenues impossibles pour les cantonalistes mais la place semblait encore imprenable. Malheureusement, les désaccords entre autorités civiles et militaires s'amplifièrent ; des conspirations furent fomentées et l'incendie du *Tetouan*, le 30 décembre, fut un nouveau désastre pour les insurgés.

Le 3 janvier 1874, les assiégés apprennent l'étranglement de la République. A l'effet démoralisateur de cette triste nouvelle s'ajoutent des maux purement matériels: le manque

de vivres, de médicaments et de munitions. L'explosion criminelle du parc d'artillerie le 6 janvier qui fait 400 morts et la reddition du château de Atalay le 10 janvier achèvent de décourager les cantonalistes.

La Junte se réunit le 11 janvier 1874, la capitulation est décidée pour le lendemain, le général López Dominguez en est le signataire du côté gouvernemental.

Une partie des membres de la Junte s'embarque sur la frégate cuirassée la *Numancia*. Des combattants avec leurs femmes et leurs enfants accompagnent les dirigeants, en tout 1 646 personnes.

A Carthagène restent Barcia, Eduarte, Rafael Fernandez et Antonio De La Calle.

Le général López Dominguez se veut magnanime, il rend hommage à la bravoure des généraux Contreras et Ferrer et à la conduite héroïque du député Galvez.

« La défense de Carthagène honore les chefs qui l'ont dirigée », dira-t-il.

La *Numancia* avec son chargement d'insurgés s'était frayée un passage à travers la flotte ennemie au prix des plus grands dangers. Elle arriva à Oran le 16 janvier 1874. Les autorités françaises remirent par la suite le navire au gouvernement espagnol.

Contreras, Ferrer et l'Etat-Major furent internés au château-neuf à Oran. Galvez fut détenu au fort Saint-Grégoire, son fils gravement malade fut conduit à l'hôpital militaire. Les blessés et les femmes furent répartis dans les hôpitaux de la ville.

Les communards français ayant pris part à l'insurrection passèrent devant un conseil de guerre.

Le 8 février, une circulaire du préfet d'Alger aux sous-préfets ordonnait de libérer les réfugiés politiques afin qu'ils soient mis, sur demande, à la disposition des colons et autres personnes pour les employer durant un mois à condition d'aviser les autorités en cas de changement de résidence.

Enfin, on annonça officiellement que les réfugiés politiques de Carthagène, sauf ceux qui étaient inculpés pour délit de droit commun, devaient être libérés le 9 février 1874. Le gouvernement français leur proposa même un secours en argent ; Ferrer et Contreras refusèrent dignement cette offre.

Quant aux insurgés restés à Carthagène, les vainqueurs promirent que les militaires ne seraient pas inquiétés, sauf ceux qui avaient été membres de la Junte.

En dépit de cette apparente mansuétude, beaucoup de cantonalistes furent durement condamnés. Les uns furent envoyés à Cuba et d'autres, environ 700, aux îles Marianne.

Lucien Combatz, ex-chef de légion de la Commune de Paris, dut subir les conditions effroyables de cette détention dans ces îles du bout du monde.

Antonio De La Calle, qui était donc resté à Carthagène, réussit à s'échapper et reprit le chemin de l'exil. Ce révolutionnaire, qui avait tenté de donner un contenu social plus radical aux revendications des insurgés, ne fut pas compris par beaucoup de ses compagnons.

Sa lutte fut celle d'un homme seul dont les initiatives ne furent soutenues ni par les fédéralistes ni par les internationaux bakouninistes.

Son échec relatif n'eut cependant aucune influence sur la ferveur de son idéal révolutionnaire. Il conserva toujours une foi inébranlable dans l'avènement prochain du socialisme à l'échelle mondiale.

L'insurrection de Carthagène, en dépit des efforts d'Antonio De La Calle pour lui imprimer un caractère socialiste, fut avant tout un mouvement politique bourgeois où prédominèrent les politiciens et les militaires.

L'organisation des pouvoirs du Canton de Carthagène était calquée sur celle d'un véritable gouvernement national. Les aspirations des dirigeants fédéralistes, s'exerçant dans le cadre du respect de la propriété, étaient très éloignées des objectifs révolutionnaires des collectivistes de la section espagnole de l'Internationale. Ils ne cherchèrent qu'à conquérir l'autonomie municipale.

D'autres villes qui s'insurgèrent principalement en Andalousie et dans les provinces du Levant donnèrent une impulsion nettement plus socialiste à leur révolte. C'est ainsi que le mouvement de Carthagène ne peut être comparé à celui d'Alcoy plus directement inspiré par l'exemple de la Commune de Paris.

A Alcoy, ce sont les ouvriers et les internationalistes qui ont dirigé le soulèvement. Alcoy était du reste le siège de la commission fédérale de la F.R.E. *.

Dès le 24 février 1873, le ton des revendications avancées par la commission fédérale d'Alcoy était donné par cette adresse à tous les internationaux:

« ... *Il faut aller de l'avant, jusqu'au triomphe de l'anarchie et du collectivisme, c'est-à-dire jusqu'à la destruction de tous les pouvoirs autoritaires et monopoles de classe...* »

(*) C'est à Alcoy que parut le 16 janvier 1873 le premier numéro du « Boletin de la federación regional espanola de la Associación internacional de los trabajadores », organe administratif de la fédération par décision du congrès de Cordoue (25-30 décembre 1872) (tendance bakouniniste).

Le 9 juillet 1873, une grève à Alcoy s'était donc transformée en insurrection quand la police, sur les ordres du maire, avait tiré sur la foule. Les ouvriers s'emparèrent de la ville et organisèrent un pouvoir socialiste révolutionnaire. Il faudra envoyer 6 000 hommes pour s'emparer de la cité révoltée. La tradition révolutionnaire persista à Alcoy puisqu'en 1936 les ouvriers pratiquèrent l'autogestion des usines dans les secteurs de la métallurgie et du textile et créèrent des coopératives de consommation.

La fédération d'Alcoy et celle de San Lucar de Barrameda furent les seules à avoir tenté une destruction de l'ordre établi ; partout ailleurs, la lutte se limite aux attaques des républicains fédéraux dits « intransigeants » contre le gouvernement des républicains fédéraux dits « bénévoles ou platoniques ».

On a voulu considérer le soulèvement cantonaliste comme le résultat d'une action conjuguée des internationalistes et des fédéralistes intransigeants, ce qui est historiquement inexact. La confusion entretenue volontairement par les partis bourgeois visait à faire de l'Internationale l'instigatrice de l'insurrection alors qu'elle y était opposée. Le fédéralisme républicain était uniquement politique alors que le fédéralisme anarchiste était exclusivement économique.

Le mouvement révolutionnaire qui avait un moment embrasé toute une partie de l'Espagne se solda rapidement par une totale défaite, la réaction disposant de forces nettement supérieures. Par décret du 11 janvier 1874, l'Internationale fut définitivement dissoute. Les socialistes et les républicains honnêtes, quand ils purent échapper à la répression, prirent le chemin de l'exil.

LE PROSCRIT

Avec quelques autres combattants de Carthagène, Antonio De La Calle parvint à gagner la Suisse. Le policier, qui surveillait à Genève les proscrits de la Commune, signala dans un de ses rapports l'arrivée des révolutionnaires espagnols:

Genève, 15 janvier 1874

Un grand nombre d'espagnols sont arrivés à Genève, sans doute que ces révolutionnaires fraîchement débarqués vont devoir retremper nos proscrits. (Archives Police Ba/432.)

Peu de temps après son arrivée, De La Calle, de tempérament plutôt bouillant, se querella avec un nommé Deguet, ex-officier de l'armée active, et le traita de polisson. Le duel fut évité, les quatre témoins ayant réussi à établir un arrangement à l'amiable.

A Genève, Antonio De La Calle sera successivement courtier en librairie, professeur de langues et d'économie politique et correspondant de journaux hispano-américains. Il publie une brochure sur l'immixtion allemande dans les affaires d'Espagne: *Invasion de l'Allemagne en Espagne.* Le gouvernement français interdira la circulation en France de cet ouvrage violemment germanophobe. (Décision du 13 mai 1875.)

La Calle assiste aux assemblées des anciens communards. Il est remarqué à la réunion anniversaire du 18 mars 1875 à la Croix d'or. Il épouse à Genève Antonine la fille de Pierre Adolphe Berteault, son ex-chef de la IXe légion, qui se battit comme un lion pendant la semaine sanglante. Ce vétéran était un ancien combattant de 1848. En Suisse, il a pu exercer son métier de sculpteur.

Antonio De La Calle entretient d'excellents rapports avec les communards Dereure et Jaclard. Le 14 juillet 1875, il est nommé membre du comité de la société de secours aux proscrits, en remplacement de Chardon. On le voit souvent au café de Genève où se réunissent les officiers espagnols exilés.

Le 28 août 1875, La Calle engage les réfugiés français à suivre l'exemple des Espagnols et des Italiens qui vont soutenir l'insurrection herzégovienne contre la domination turque et les visées expansionnistes de l'Autriche-Hongrie. Brunereau, ex-chef de bataillon de la garde nationale fédérée, lui rétorque que la présence des communards pourrait être bientôt nécessaire en France.

Le 15 octobre 1875, La Calle démissionne de la société de secours qui sera d'ailleurs dissoute le 1er novembre.

En février 1876, il donne une conférence au Cercle populaire sur l'histoire de l'Espagne au moyen-âge ; le prix d'entrée est fixé à 0,50 fr. La police signale que dans l'assistance composée surtout de communards, on a remarqué la présence du général Pavia, l'auteur du coup d'état contre la république espagnole.

Un rapport de police, peu crédible, prétend que, sous le nom de « Cameron », Antonio De La Calle serait rédacteur au journal du « labour party » de Chicago. Le 4 septembre 1876, il assiste à une réunion organisée par l'ex-général Cluseret à Carouge.

Le 26 février 1877, il obtient sa grâce du gouvernement espagnol. Il demande qu'avant son départ, le cercle d'études prenne l'initiative d'organiser la conférence qu'il compte donner sur la situation en France.

En fait, il semble bien qu'il soit resté à Genève et l'information policière, qui le désigne comme chef du parti socialiste à New York en 1878, ne paraît pas confirmée.

Le 23 mars 1879, il est autorisé par la sûreté générale du gouvernement français à passer quelques jours à Paris. Il va loger à l'hôtel Montesquieu rue Montesquieu. Chargé de mission par le républicain modéré, Ruiz Zorilla, il doit s'entretenir avec les chefs de l'émigration républicaine espagnole et en particulier avec le général Ferrer pour préparer un nouveau soulèvement à Carthagène.

Il retourne à Genève le 29 mars 1879. Le député Alfred Naquet intervient pour obtenir sa grâce et La Calle est amnistié par le gouvernement français le 24 mai 1879 mais sous condition d'arrêté d'expulsion. Dans le supplément du journal *Le Genevois* du 2 juillet 1880, il publie un grand article sur les rapports de l'Eglise et de l'Etat.

Son arrêté d'expulsion est abrogé par décision ministérielle du 10 août 1880. Il va enfin pouvoir revenir définitivement à Paris.

Il y fera quatre conférences à la salle du boulevard des Capucines sur « la théorie darwinienne de l'origine des langues » le 28 octobre et les 3, 12 et 17 novembre 1880.

Il habite quelque temps, 45 rue de l'Observatoire puis 16 rue Stanislas. Recommandé par Rochefort, il est entré comme correspondant étranger au journal de Clemenceau et de Camille Pelletan *La Justice* fondé le 15 janvier 1880 pour combattre l'opportunisme.

Parmi les chroniqueurs de ce journal, il y a d'ailleurs plusieurs autres communards: Longuet, Jaclard, Maxime

Vuillaume et, parmi les autres correspondants étrangers, on peut citer les noms de Liebknecht et Bebel.

En 1881, De La Calle tient un cours libre en Sorbonne sur « la physiologie du langage ».

Le 23 mars 1883, lors du banquet du vendredi saint, organisé par le groupe athée socialiste du 20e arrondissement il est le principal orateur de la soirée. En septembre, il est professeur de langues dans un collège parisien.

En novembre de la même année, il lance une souscription en faveur des républicains espagnols exilés. *L'Intran* du 16 février 1884 reproduit la teneur d'un télégramme envoyé à Antonio De La Calle par les journaux républicains espagnols pour le prier de présenter remerciements et félicitations aux citoyens Clemenceau et Rochefort en témoignage de la sympathie qu'ils ont manifestée aux républicains espagnols.

Tout en collaborant épisodiquement à l'Intran, au Voltaire et à la Lanterne, il publie en avril 1884 un petit bulletin hebdomadaire, vendu 50 centimes le numéro, *El folletito de la emigración.* Dans le numéro cinq de mai 1884 de cette « lanterne espagnole », il lance un appel à l'armée espagnole pour qu'elle se dresse contre la monarchie. Il n'est pas tendre pour le roi: « *Don Alphonse de Bourbon, roi d'Espagne, vaut moins, beaucoup moins, moralement, que les célèbres bandits Troppman et Campi.* »

Le 5 janvier 1885, il assiste aux obsèques de la mère de Louise Michel.

Le 20 février 1885, De La Calle fait une enquête à la frontière espagnole pour déterminer les conditions de l'arrestation d'un républicain espagnol Donato Encaje que le gouvernement français s'apprête à extrader. Après sa campagne de presse, la mise en liberté du révolutionnaire sera accordée.

Il continue à faire des conférences dans toutes les régions de France. Il aborde tous les sujets: socialisme, science sociale, séparation de l'église et de l'état, etc. Les journaux républicains, tels que *le Radical* du 7 avril 1885, donnent des comptes rendus élogieux de sa propagande démocratique.

Il se dépense énormément jusqu'à l'épuisement, participant à de nombreux meetings des partis de gauche. Le 30 mai 1885, il figure parmi les principaux orateurs de la réunion du journal *Le Drapeau Rouge,* salle Molière, 159 rue Saint-Martin.

Il est continuellement surveillé par la police. Pourtant, fait peu courant, un des policiers attaché à sa personne, le franc-maçon Marius Amiel, l'avertit qu'il est filé non seule-

ment par la police française mais aussi par deux agents espagnols et un allemand, appointés par leur ambassade respective.

Ce sympathique policier fournit à De La Calle des détails sur le poste d'observation de ses collègues situé chez un marchand de vins établi en face du domicile de l'homme politique. Fort de ces précieuses indications, De La Calle réussit à échapper à la surveillance des roussins.

Dans *le Cri du Peuple* du 24 août 1885, Antonio De La Calle, grâce aux renseignements de Marius Amiel, peut dénoncer les machinations de ses ennemis qui veulent l'impliquer dans un prétendu complot contre Alphonse XII.

Au café de Madrid, fréquenté par les exilés espagnols, le journaliste accuse Alphonse XII d'être le complice de Bismarck. Le roi d'Espagne et le chancelier allemand seront toujours ses pires ennemis.

A la fin du mois d'août 1885, il se rend à Londres pour accompagner l'ancien combattant cantonaliste Paúl y Angulo (6).

En dépit de ses nombreuses activités dont chacune ne rapporte guère, Antonio De La Calle arrive difficilement à nourrir sa nombreuse famille. Même si sa carte de visite porte des titres ronflants: *Antonio De La Calle, ex-privat docent de l'université de Genève, professeur libre d'enseignement supérieur en France* (*Académie de Paris*). Il est souvent obligé de vivre de besognes peu rémunératrices. Ne pouvant mettre en doute ses convictions socialistes, on le calomnie ; c'est ainsi qu'il est accusé faussement d'avoir détourné des fonds de la souscription destinée aux révolutionnaires ayant pris part au mouvement de Badajoz.

Quand le destin se fait plus clément, il engage une bonne et même une nourrice pour ses enfants (deux filles, trois garçons), ce qui ne l'empêche pas de cumuler plusieurs termes de retard d'un loyer qui se monte à 600 francs par an.

A propos d'une nouvelle tentative de soulèvement avortée à Carthagène, Antonio De La Calle fait une mise au point dans *Le Radical* du 20 novembre 1885, après une dénonciation calomnieuse du « Times » de Londres.

Le journaliste prend maintenant ses distances à l'égard du politicien bourgeois Ruiz Zorilla sur lequel il émet ce jugement:

« *Le parti socialiste espagnol est bien décidé à ne pas laisser escamoter la future et très prochaine révolution espagnole par les républicains bourgeois, qu'ils se nomment Castelar ou Ruiz Zorilla.* »

Dans *La France,* du 13 janvier 1886, il réfute les insi-

nuations injurieuses prononcées contre le cantonaliste Paúl y Angulo.

En février 1886, pendant une courte période de prospérité, il occupe un pavillon à Clamart, 45, rue de Sèvres, mais, dans l'impossibilité d'en régler le terme, il doit l'abandonner.

Le 27 février 1886, il prononce une conférence dans la salle du Grand Orient à 8 heures et demie du soir. La séance est présidée par Sigismond Lacroix, assisté de Laisant, député, et d'Abel Hovelacque, Président du Conseil municipal.

Le sujet développé concerne la situation politique en Espagne. Après un rappel historique de la révolution de 1868, il glorifie le rôle de militants fédéralistes qui ont soutenu la lutte jusqu'au bout contre l'armée en se faisant égorger pour la liberté.

Il analyse ensuite l'action des partis républicains actuellement en présence:

Les possibilistes de Castelar, les progressistes de Ruiz y Zorilla, et les prétendus fédéralistes de Pi y Margall. Il dénonce l'accord entre Castelar, Ruiz Zorilla, Salmeron et Pi y Margall pour duper les républicains sincères. Pour lui, ces partis ne représentent pas l'Espagne des travailleurs. Antonio de La Calle aspire à la révolution mondiale, à la grande transformation sociale qui marquera la fin de ce siècle.

Le 4 mars 1886, la situation financière du journaliste est de plus en plus mauvaise. Il en est réduit à se loger, avec sa famille, dans un misérable « garni à la nuit », 108, rue Rambuteau.

Le 12 mai 1886, Antonio De La Calle est frappé d'un arrêté d'expulsion pour filouterie et port d'arme prohibée. Quel est le véritable motif de cette mesure de rigueur ?

Il est en réalité poursuivi par le patron du Café de la Presse, 125, rue Montmartre, pour avoir quitté l'établissement en oubliant de régler le montant de son dîner, 3,30 frs. Heureusement, la direction de *l'Intran* paiera la note et la plainte sera retirée.

L'officier de paix qui surveille De La Calle n'était pas un mauvais bougre comme le démontre son rapport du 22 juillet 1886 au sujet du journaliste:

« Il fait tout ce qu'il peut pour sortir de sa triste situation sans pouvoir y parvenir (...).

S'il use de quelques subterfuges, c'est dans le but de procurer à ses enfants juste de quoi ne pas mourir de faim. »

L'arrêté d'expulsion fut reporté. Ce même 22 juillet 1886,

Proclamation du général en chef

Juan Contreras

Carthagène, 20 août 1873

BANDO.

Juan Contreras y Roman, General en Gefe de los ejércitos federales etc.

Hago saber:

Artículo 1.° En vista de hallarse sitiada y aparentemente bloqueada esta Plaza, todos los delitos de incendio, robo, asesinato, allanamiento de morada, espionage, sediciones, (inficticias) y deserciones se sometiesen al Consejo de Guerra permanente que con esta fecha dejo nombrado.

Art. 2.° Todo los delitos mencionados en el anterior artículo serán penados con todo el rigor de las leyes Militares, pasando las causas que esten pendientes por estos delitos al Consejo de Guerra permanente.

Art. 3.° Se considararán como espias los desertores del Presidio y como tales sufrirán el castigo.

Art. 4.° Teniendo en cuenta él estado en que se encuentra esta plaza todos los articulos de comer, vever, y arder, del mismo modo que los de guerra no adeudarán derecho á su entrada en el Puerto de Cartagena.

Los dependientes de mi autoridad quedan encargados de hacer cumplir el presente bando bajo su mas estricta responsabilidad.

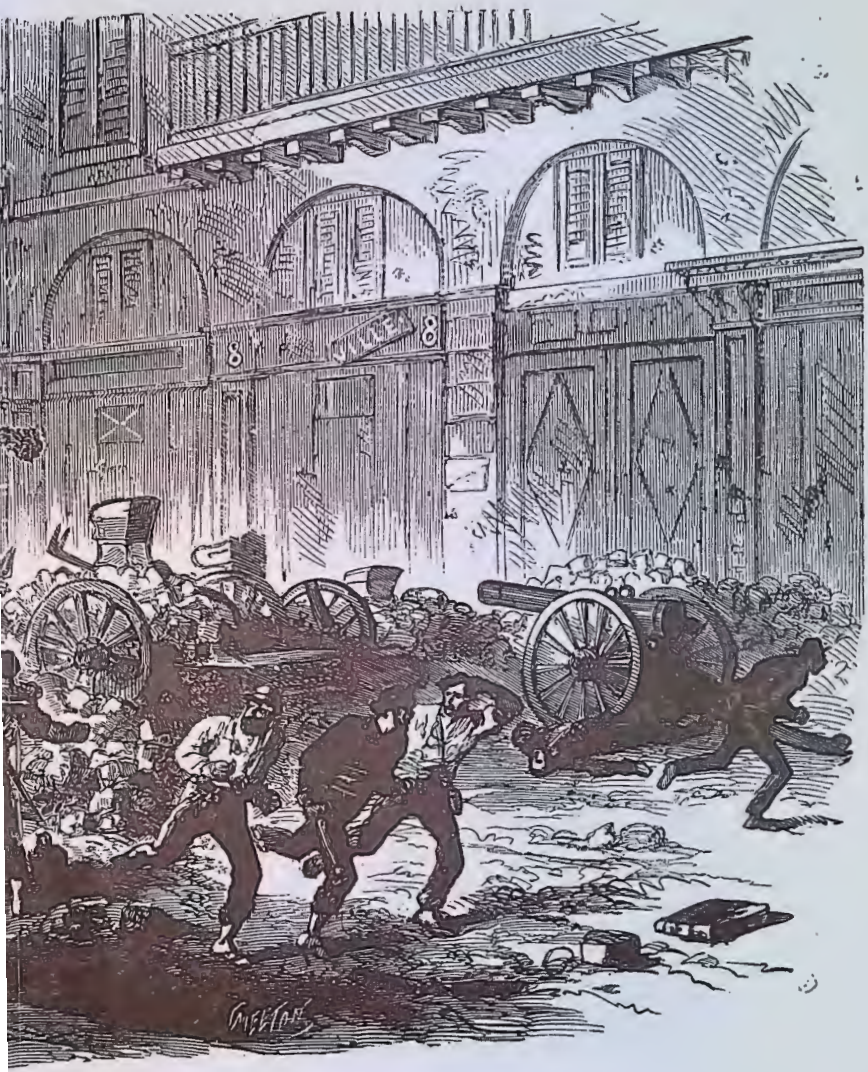
Salud y Federacion. = [illegible]

Cartagena 20 Agosto 1873

EL GENERAL EN GEFE,

Juan Contreras.

Prise de la barricade de la Chaussée-d'Antin par



deux compagnies du 55e de ligne, mardi 23 mai 1871.

Prise de la barricade de la Chaussée-d'Antin par deux compagnies du 55e de ligne, mardi 23 mai 1871.

Médaille d'argent de la Junte souveraine
cantonale de Carthagène
(archives de Don Eduardo Canabate Navarro)

La Calle fait des tentatives infructueuses pour détacher du futur journal *La Nemesis* les éléments anarchistes qui s'y trouvent.

En octobre 1886, il est de nouveau chassé de son logement de la rue Stanislas qu'il avait, un temps, réintégré.

Le 25 octobre 1886, il est à Marseille, invité par le cercle Bellevue pour donner une conférence, salle de l'Eldorado, sur la situation politique en Espagne.

Brisé par les luttes politiques et les privations, Antonio De La Calle se trouve dans un grave état de faiblesse. Son médecin lui ordonne un séjour réparateur dans le midi de la France. L'autorisation lui est refusée et il est menacé d'expulsion immédiate en cas d'infraction. (*Echo de Paris*, 17 juin 1887 - *L'Intran*, 19 juin 1887.)

Antonio De La Calle va continuer à vivre misérablement quelques années encore, toujours en quête de besognes alimentaires problématiques. Harcelé par les soucis pécuniaires et familiaux, il conserve intactes et jusqu'au bout ses convictions révolutionnaires.

Pour ranimer l'opposition républicaine à la monarchie, il tente souvent des incursions dans son pays natal. Le plus souvent, il est refoulé à la frontière mais parfois il réussit, comme ce 10 août 1887, où toute sa famille vient l'attendre à la gare à son retour de Cordoue. Ce même jour, son ami le cantonaliste Paúl y Angulo revient d'un voyage de propagande en Angleterre.

Comme la plupart des communards que l'exercice du pouvoir n'avait pas enrichis, Antonio De La Calle meurt, dans un état voisin de la misère, le 31 mars 1889, à son dernier domicile, 13, rue de la Tombe-Issoire. Il n'avait que 45 ans.

Communard, il le fut à double titre: combattant de la Commune de Paris et dirigeant de la Commune de Carthagène.

Dans *La Justice* du 1er avril 1889, jour de la fuite de l'aspirant-dictateur raté: Boulanger à Bruxelles, une courte note rappelait la collaboration de La Calle au journal de Clemenceau:

Nécrologie

M. Antonio De La Calle

Nous avons le regret d'apprendre la mort de M. Antonio De La Calle, dont les lecteurs de *La Justice* ont pu lire quelques correspondances sur les affaires d'Espagne.

Compromis dans le mouvement communaliste de Carthagène, M. Antonio De La Calle a passé la dernière partie de sa vie loin de sa patrie, en Suisse et en France.

L'enterrement civil aura lieu aujourd'hui lundi au cimetière

de Bagneux. Départ de la maison mortuaire, 13, rue de la Tombe-Issoire, à trois heures et demie très précises.

Ses amis sont priés de considérer le présent avis comme une invitation.

Cette note laconique et peu chaleureuse se terminait sans la moindre allusion à la participation de La Calle à la Commune de Paris. Déjà, l'oubli avait fait son œuvre... Et pourtant ! quel exemple pour les générations futures ! Il avait connu la guerre civile, l'exil, la maladie, la misère, sans que rien réussisse jamais à entamer ses convictions socialistes.

Monnaies frappées par les Cantonalistes
Pièce de cinq pesetas

(Archives de Don Eduardo Canabate Navarro.)

ANNEXES

I. La 9e légion et le 117e bataillon

II. La première république espagnole

III. Etat civil de Antonio De La Calle

LA 9e LÉGION ET LE 117e BATAILLON

Le 9e arrondissement n'était pas un arrondissement particulièrement populaire et plusieurs bataillons étaient noyautés par des éléments réactionnaires, ce qui justifia l'occupation de la mairie Drouot par des bataillons de Belleville et de Montrouge. Le maire Desmaret, dans une affiche du 21 mars 1871, protesta vivement contre cette occupation. Le commandant du 229e bataillon, *Michel Mayer* (a), obtient le 23 mars l'évacuation de la mairie par les bataillons étrangers au 9e arrondissement. Il le fit avec l'accord de l'amiral Saisset, chef de la garde Nationale, nommé par Versailles.

Il fallut donc réorganiser la 9e légion et dissoudre certains bataillons en raison de leur manque de civisme, ce fut le cas du 253e et du 6e bataillon.

En vue de cette dissolution, le chef de légion L. Courgeon invitait, le 10 avril, les gardes nationaux faisant partie des 6e et 253e bataillons à se présenter, dans les 48 heures, au bureau du chef de la légion du 9e arrondissement, à la mairie Drouot.

Déjà, dans un rapport du 6 avril, il déclarait que les chefs de bataillon de sa légion reconnaissaient que des mesures générales de répression seraient urgentes pour établir un peu de discipline dans les rangs de la garde nationale pour vaincre l'apathie des uns, la mauvaise volonté des autres (...). Il mentionnait également que le 117e bataillon descendant la nuit dernière d'un service de deux jours consécutifs était très fatigué. Cent hommes environ de ce bataillon se sont réunis et leur chef de bataillon s'est chargé d'aller lui-même se mettre à la disposition de la place.

Le 9 avril, Courgeon écrivait au citoyen Dombrowski, commandant de la place de Paris: le 117e est de service depuis deux jours à l'Arc de Triomphe.

La 9e légion eut donc d'abord pour chef le colonel Louis

Courgeon, nommé le 31 mars. Ce voyageur de commerce habitait 49, rue Lafayette. Il sera condamné par contumace à la déportation en enceinte fortifiée par le 4e Conseil le 27 mars 1873. Il se réfugiera en Suisse.

Courgeon sera remplacé par Pierre, Adolphe BERTEAULT, élu le 27 avril. Il avait été auparavant lieutenant et adjudant-major de la légion. Sculpteur sur bois, né à Paris le 24 mai 1822, et domicilié 4, rue de Châteaudun, ancien rédacteur de *La République des Travailleurs*, journal de la section des Batignolles de l'Internationale. Berteault avait trois enfants, l'un d'eux Paul, Edouard, également sculpteur, était adjudant à l'état-major de la 9e légion. Le père et le fils furent condamnés par contumace à la déportation en enceinte fortifiée par le 8e Conseil le 12 septembre 1872. Ils se réfugièrent en Suisse.

Alors qu'il était chef d'Etat-Major de Courgeon, Berteault avait donné quelques détails sur la réorganisation de la 9e légion:

Garde Nationale de Paris *Paris, le 15 avril 1871*

2e subdivision

Etat-Major *Citoyen général,*

Le 117e que vous demandez est de service à la porte Dauphine, ou aux environs, depuis huit jours déjà.

Nos trois autres bataillons présentant un effectif réel sont également de service depuis le même temps.

Nous sommes en chemin pour reconstituer les autres. Dès que nous aurons un résultat, nous mettrons ces nouveaux effectifs à votre disposition.

Salut et fraternité
Pour le colonel de la 9e légion
Le chef d'Etat-Major: Berteault

Le 17 avril 1871, Berteault demande un arrêté formel de dissolution du 6e bataillon. Il y a, dit-il, urgence, *un certain Rochebrune (b), élu commandant ce matin, s'était flatté d'avoir, en raison d'antécédents républicains dans sa famille, un pied dans les deux camps.*

Après épuration, la 9e légion comprenait les bataillons suivants : 7e, 116e, 117e, 228e, 229e, 247e et 252e. Dans les derniers jours de la Commune, le 7e bataillon, qui avait « refusé son concours à la défense de la Commune », fut à son tour dissous par un arrêté du délégué à la guerre (J.O. du 22 mai 1871).

Le 117e bataillon auquel appartenait Antonio De La Calle avait lui des antécédents républicains sérieux. Il avait été jugé subversif par le gouvernement de la défense Nationale

car il avait pris part plusieurs fois aux manifestations patriotiques et républicaines durant le mois de février 1871, place de la Bastille.

Le 117e bataillon était commandé par Ernest, Armand Mauduit (ou Maudhuit), né à Brunelle (Eure-et-Loir), le 12 juillet 1833. Ce comptable père de quatre enfants habitait 13, avenue de Clichy. Pendant le premier siège, il avait été capitaine en premier de la 2e Compagnie du 117e bataillon. Il fut nommé commandant du 117e bataillon pendant la Commune. Condamné par contumace à la déportation en enceinte fortifiée le 15 mai 1872 par le 13e Conseil, il était réfugié à Lausanne, employé à la comptabilité des chemins de fer de la Suisse occidentale. Lors de l'entrée des Versaillais dans Paris, les gardes nationaux de l'ordre pillèrent son domicile et s'emparèrent de divers objets de valeur et souvenirs de famille. En avril 1879, il demanda à rentrer en France, sa famille étant dans le plus profond dénuement. Ulysse Parent intervint pour lui faire obtenir un sauf-conduit afin de se rendre à Paris du 10 au 25 avril, où il souhaitait régler ses affaires.

Le drapeau du 117e bataillon est déposé au musée Carnavalet. C'est une double étamine rouge bordée de frange d'or portant sur chaque face l'inscription:

République française
Commune de Paris
9e légion
117e bataillon

La hampe est terminée par une tête de pique dorée, cravatée de rouge et surmontée d'un bonnet phrygien.

a) Michel *Mayer*, commandant du 229e bataillon, est un personnage éminemment suspect. Il avait été délégué du 9e arrondissement à la séance préliminaire de formation du Comité Central le 15 février 1871. Il entra ensuite en conflit avec la fédération de la Garde Nationale et le 15 mars, quand le Comité Central est définitivement constitué, le 9e arrondissement n'a plus de représentant.

Le 28 mars, son bataillon (le 229e) manifeste le désir d'adhérer au Comité Central de la garde nationale fédérée. Mayer n'est pas d'accord et il démissionne. C'est cet élément plus que douteux qui sera choisi par le délégué à la guerre Cluseret pour organiser la garde nationale. Mayer s'empressera, en réalité, de la désorganiser. Rossel devenu délégué à la Guerre le fera emprisonner.

b) Le *Rochebrune* commandant du 6e bataillon fait allusion à un parent bien connu pour ses opinions républicaines avancées: le célèbre colonel de Rochebrune qui n'est autre que son frère.

Le 31 octobre 1870, dans une réunion des officiers de la garde nationale tenue à la salle de la Bourse à 8 heures du soir, on avait envisagé de procéder dès le lendemain à l'élection de la Commune de Paris.

Le citoyen Rochebrune avait exposé un plan de campagne contre les Prussiens. Un des auditeurs ayant alors proposé de nommer séance tenante le citoyen Rochebrune, général de la garde nationale. Rochebrune déclina cet honneur et déclara:

« *C'est à la Commune à nommer le général de la garde Nationale, nommons d'abord la Commune.* »

On annonça à ce moment l'échec du mouvement révolutionnaire à l'Hôtel de Ville. L'assemblée des officiers se sépara alors vers dix heures du soir. (*Les clubs rouges pendant le siège de Paris* - M.G. de Molinari - page 50 - Garnier frères éditeurs, Paris 1871.)

En janvier 1871, le colonel de Rochebrune sera de nouveau proposé comme chef de la garde Nationale. Dombrowski, dans une lettre à sa famille, rapporte le fait :

« *... Lorsque, les premiers jours de janvier, on a résolu de renverser le gouvernement reconnu incapable et de le remplacer par des gens d'énergie et d'action, on m'a proposé la place de chef d'Etat-Major général de Rochebrune, qui devait être nommé commandant en chef* (...) ». (Dombrowski et Versailles par B. Wolowski, Genève - Londres - Lember - octobre 1871 - page 52.)

Depuis le 10 décembre 1870, la garde Nationale était formée en régiments de marche et non plus seulement en bataillons. Les 260 bataillons composaient 59 régiments de 4 bataillons chacun environ, commandés par des chefs de bataillon promus au grade de lieutenant-colonel.

Le citoyen *Rochebrune* était donc lieutenant-colonel du 19e régiment de Paris composé des 140e, 48e, 190e et 214e bataillons. Rochebrune avait vaillamment combattu à la tête de l'insurrection polonaise en 1863.

Le 19 janvier 1871, il trouvera la mort à Buzenval.

« *Rochebrune, dont le courage et le mépris du danger étaient légendaires en Pologne. Mille fois, il avait affronté*

la mort, il avait joué avec elle, selon l'expression d'un de ses compagnons de lutte, en se jetant la tête baissée à la tête de ces terribles faucheurs, à travers les bataillons russes, pas une seule blessure ne l'avait atteint.

Devant Buzenval, intrépide, en avant de son régiment, il se retourne vers ses camarades, leur crie : « à la baïonnette ! en avant ! et il tombe foudroyé par une balle qui, pénétrant par le défaut de l'épaule, lui a traversé le cœur. » (« Le siège de Paris illustré » par un officier d'Etat-Major. Le siège prussien, page 245. Degorce-Cadot édit. Paris 1871.)

Il y eut encore un autre *Rochebrune* qui, lui, mourut pour la Commune, puisque sa veuve, militante dévouée de l' « Union des femmes pour la défense de Paris et les soins aux blessés », fusil à la main, s'efforça de venger son mari tué au service de la Commune de Paris.

Signalons un autre fait curieux: le drapeau du 143e bataillon de la 10e légion a été donné récemment au musée de Saint Denis par une personne apparentée à la famille de *Rochebrune.*

Dans ce florilège de héros, le commandant suspect du 6e bataillon fait piètre figure. Il devait être arrêté le 19 avril 1871, ainsi que plusieurs officiers de son bataillon, pour menées réactionnaires.

LA PREMIÈRE RÉPUBLIQUE ESPAGNOLE

Le 17 septembre 1868, au nom de la souveraineté nationale, des généraux ayant Prim (1814-1870) à leur tête, soulèvent la base maritime de Cadix. Le peuple change bientôt ce pronunciamiento en révolution (*la Gloriosa*). La Reine Elisabeth II, fille du lamentable Ferdinand VII, doit abdiquer.

Les Cortès, élues au suffrage universel, ont confié la régence de l'Etat au général Serrano et ont voté une constitution instituant une monarchie parlementaire. Sagasta est nommé ministre de l'Intérieur. Le général Prim, chef du gouvernement et ministre de la guerre, cherche un roi. Il doit renoncer à la candidature du prince Léopold De Hohenzollern (candidature à l'origine de la guerre de 1870). Il doit se rabattre sur celle du Duc d'Aoste, second fils de Victor Emmanuel II d'Italie, qui règnera sous le nom d'Amédée Ier.

Deux grands partis de la bourgeoisie se disputent alors le pouvoir: A droite, les Constitutionalistes ayant à leur tête Sagasta, ils comprennent l'Union libérale et une partie du groupe progressiste. A gauche les radicaux dont le chef de file est Ruiz Zorilla, ils sont constitués par la seconde partie des progressistes et par les démocrates acceptant la monarchie constitutionnelle.

A l'extrême droite se rangent les traditionalistes, les néo-catholiques et les alphonsistes (partisans du fils de la reine détrônée Elisabeth, qui règnera ,en 1874, sous le nom d'Alphonse XII). A l'extrême gauche, le parti républicain fédéral.

En dehors des groupes parlementaires se situent les Carlistes et les Internationalistes. Les Internationalistes se sont fortement implantés dans la péninsule après l'arrivée à Barcelone à la fin d'octobre 1868 de l'envoyé de Bakounine, Fanelli, venu de Genève. Le 24 janvier 1869, un centre provisoire de l'Internationale est créé à Madrid.

Les élections municipales de décembre 1868 avaient assuré le triomphe des républicains mais les partis bourgeois se ressaisirent rapidement et les élections des députés en janvier 1869 ramenèrent une majorité réactionnaire qui, sous l'impulsion de Sagasta, se montra hostile à la République.

La monarchie constitutionnelle votée par les Cortès est refusée par les républicains fédéraux et une insurrection spontanée des fédéralistes se répand en Catalogne, en Aragon, à Valence et en Andalousie.

Des Juntes révolutionnaires constituées dans chaque ville exigent la proclamation de la République, la suppression des droits d'octroi très impopulaires ainsi que le système du tirage au sort.

Des socialistes révolutionnaires tels que Fermin Salvochea et Paúl y Angulo se mettent à la tête de bandes de guérilleros dans la province de Cadix et tentent de donner un contenu social au mouvement.

En août 1869, *La Federación*, organe des travailleurs, déclarait, dans son premier numéro, que « La République fédérale est la forme de gouvernement qui convient le mieux aux intérêts des classes laborieuses ».

Cependant le soulèvement républicain d'octobre 1869 manque d'organisation. Le désaccord règne entre les principaux chefs du parti républicain quant au soutien qu'il convient d'apporter à l'insurrection. La majorité refuse de cautionner le mouvement par crainte d'être entraînée à des solutions trop radicales.

La mésentente des dirigeants et leur incapacité à prendre des décisions provoquèrent l'échec du soulèvement, alors que c'était une occasion unique de lutter, avec succès, contre le gouvernement monarcho-démocratique de Serrano.

Le gouvernement provisoire qui avait donné comme base au nouveau régime: le suffrage universel, les libertés de presse, de religion, d'enseignement, de réunion et d'association, oublia vite ces beaux principes et s'empressa de dissoudre les Juntes révolutionnaires et de désarmer les milices populaires.

Aux yeux des Internationalistes, les fédéralistes furent totalement discrédités et ils refusèrent désormais de les soutenir. La dépolitisation du mouvement ouvrier précipita la défaite des fédéralistes.

Le général Prim est assassiné le 30 décembre 1870, et le nouveau roi arrive à Madrid en janvier 1871. Il se rendra rapidement impopulaire. Il doit faire face à l'insurrection de Cuba qui dure depuis 1868 et à une nouvelle guerre carliste. En effet, les partisans du descendant de Don Carlos, frère de Ferdinand VII, n'ont pas renoncé à s'emparer du trône.

Pendant cette période, le mouvement ouvrier a pris de l'extension. Au congrès des associations ouvrières réunies à Barcelone le 18 juin 1870 sera fondée la « Fédération régionale d'Espagne » (F.R.E.), qui se déclare ennemie de toute forme de gouvernement, qu'il soit monarchique ou républicain, la section espagnole de la Ire Internationale étant, comme on le sait, sous l'influence de Bakounine.

Les différents partis bourgeois mènent une active pro-

pagande en faveur d'une république parlementaire.

L'avènement de la Commune de Paris est sévèrement condamné par les réactionnaires et les monarchistes, tandis que dans leur organe madrilène *La Igualdad*, les fédéralistes soutiennent la cause des ouvriers parisiens, en raison du caractère décentralisateur du mouvement.

Les Internationalistes, dans *La Federación*, journal de la fédération de Barcelone, expriment, sans restrictions, leur adhésion totale à la révolution sociale du 18 mars 1871.

Après la chute de la Commune de Paris, des débats se déroulèrent aux Cortès au sujet de l'extradition des réfugiés de la Commune. Sagasta se déclara prêt à livrer les proscrits aux autorités françaises, mais, à la demande de Castelar, républicain modéré, le ministre des Affaires étrangères Martos décida que seuls les communards relevant du droit commun seraient extradés.

Faisant écho à la lettre de Jules Favre du 23 juin 1871 prêchant la croisade contre l'Internationale, Sagasta, le 9 février 1872, invita toutes les grandes puissances à entreprendre la lutte sacrée contre l'Internationale pour éviter le renouvellement des « horreurs » de la Commune de Paris.

Il avait déjà mené son offensive parlementaire l'année précédente pour mettre l'Internationale hors la loi, avec le soutien des partis progressiste et unioniste. Il ne fut pas suivi par le chef des fédéralistes Pi y Margall et par Castelar qui virent dans cette interdiction une atteinte à la liberté, de réunion, d'opinion et d'association garantie par la Constitution de 1869.

Ruiz Zorilla, chef des radicaux, qui succède à Sagasta, plus libéral que son prédécesseur, va atténuer la répression contre l'Internationale. L'association restera largement sous l'influence de Bakounine malgré la tentative de Lafargue qui, réfugié en Espagne en août 1871, avait essayé de renforcer le courant marxiste de la section espagnole. Il avait même réussi à faire passer le journal *La Emancipación* dans une ligne conforme aux directives du Conseil général de Londres.

En juin 1872, des militants exclus de la fédération madrilène formèrent une nouvelle fédération, reconnue directement par Londres. Ce groupe formé autour de Lafargue et de *La Emancipación* resta isolé, mais il sera à l'origine du futur parti socialiste ouvrier espagnol fondé en mai 1879 et constitué définitivement en 1888 ainsi que sa filiale syndicale « l'Union générale des travailleurs ». Cependant, en 1872, la prépondérance restait aux Bakouninistes.

De leur côté, les partis républicains bourgeois vont contraindre Amédée Ier à abdiquer le 11 février 1873. Cepen-

dant le courant populaire était resté étranger au mouvement qui avait porté les républicains au pouvoir. Les Internationaux étaient même hostiles aux républicains fédéralistes dont l'action s'exerçait de haut en bas selon les conceptions de leur leader Pi y Margall.

Ce dernier, le 13 juin, avait envoyé des ordres aux gouvernements civils pour dissoudre les juntes révolutionnaires et empêcher les paysans de procéder au partage des terres.

La république proclamée devrait être fédérale puisque les Cortès élus cette même année étaient en majorité fédéralistes. Cependant le pouvoir très instable est divisé entre les fédéralistes dont le dirigeant est le président des Cortès Pi y Margall (1821-1901) (qui deviendra chef du pouvoir exécutif) et le parti unitaire dont le leader est le démagogue Castelar (1832-1899). A ces deux partis gouvernementaux s'opposent énergiquement les socialistes de l'Internationale.

Dans le pays, la situation est critique. La seconde guerre carliste ensanglante les provinces du Nord. Les paysans exclus de la possession du sol et travaillant pour des salaires de famine se soulèvent et opèrent le partage des terres en Andalousie, en Estremadure et dans la région de Badajoz (l'Union des travailleurs des champs, fondée en 1872, avait adhéré à la Fédération de la Région Espagnole = (F.R.E.). C'est aussi la période où diverses insurrections fédéralistes dites « *cantonalistes* » éclatent dans le sud de l'Espagne.

Les communards proscrits suivent attentivement les événements. Certains vont participer aux soulèvements. Venant de Londres, Cluseret arrive à Madrid, le 13 février 1873, pour un bref séjour. Il passe ensuite au Portugal d'où il sera expulsé le 5 mai.

Dès le 13 février 1873, à Barcelone, 30 000 ouvriers ont acclamé la République Fédérale et exigé la réglementation de la durée du travail et la fixation des taux de salaires.

Le 8 ou 9 mars, une tentative de proclamation de l'état catalan tourne à l'échec.

Ce même mois, les communards réfugiés à Londres recueillent des fonds pour l'armement des sections ouvrières de Barcelone.

Le 17 juin 1873 est constitué un éphémère Comité de Salut Public à Barcelone, et, le 20 juin, les Internationalistes s'emparèrent de l'Hôtel de Ville mais le mouvement faiblit rapidement. Le manque d'initiative des fédéralistes catalans a pour cause principale le danger représenté par la proximité du front carliste.

Le 7 juillet, la grève générale est proclamée à Alcoy. L'alcade et les gendarmes sont faits prisonniers. Les ouvriers prennent le pouvoir dans la ville.

Le 12 juillet, est déclenchée la grande insurrection de

Carthagène. Une Junte révolutionnaire est constituée sous la direction du général Contreras. Les trois-quarts de la garnison de la cité se rallièrent au mouvement. Trois bâtiments cuirassés furent saisis par les insurgés qui occupèrent treize forts voisins de la ville.

Le 20 juillet, les cantonalistes, avec qui la gendarmerie et les troupes ont fraternisé, sont maîtres de la province de Castellon.

Un Comité de Salut Public est créé à Séville. La durée du travail est limitée à 8 heures. Les terres non exploitées sont attribuées à ceux qui peuvent les faire valoir.

A Grenade, les cantonalistes votent un impôt exceptionnel sur les riches. A Carmona, on se bat dans les rues. Cadix, Murcie, San Fernando, Valence, Salamanque adhèrent au mouvement. Le président Pi y Margall tergiversa avant d'entreprendre une action militaire contre les cantonalistes, Salmeron qui lui succède le 18 juillet se retira peu après pour ne pas endosser la responsabilité de la répression.

Emilio Castelar, élu président le 15 septembre 1873, a recours à la dictature centralisée. Les troupes régulières bombardent la flotte insurgée qui ravitaille Carthagène. Le 15 décembre, les assiégeants se rapprochent de la ville.

Le 2 janvier 1874, Castelar, désavoué par les Cortès et jugé encore trop pusillanime par la grande bourgeoisie, doit démissionner. Le 3 janvier, le général Pavia, vainqueur des Cantonalistes, procède à la dissolution des Cortès. Le pouvoir dictatorial passe aux mains du général Serrano soutenu par Bismarck. Le chancelier prussien, tout en accusant la France d'appuyer en sous-main la candidature de Don Carlos, manœuvrait pour faire accepter un prince prussien, Frederic Charles, comme successeur d'Amédée Ier. Dans ce climat d'intrigues princières, les revendications populaires sont étouffées. La chute de Carthagène est imminente. Elle aura lieu le 13 janvier 1874.

Pendant ce même mois de janvier 1874, les révolutionnaires combattent dans les rues de Barcelone avec l'énergie du désespoir avant d'être définitivement vaincus.

Le pronunciamiento du général Martinez Campos à Sagunto le 30 décembre 1874 rétablit la monarchie en faveur d'Alphonse XII, le fils d'Isabelle.

La malheureuse république espagnole n'avait eu qu'une existence éphémère. En moins d'un an, elle avait vu la chute de huit présidents, tant du Conseil que de l'Etat.

La division des partis de la bourgeoisie, leur trahison des masses laborieuses furent autant de facteurs qui empêchèrent la formation d'une résistance unie contre le coup de force des militaires réactionnaires.

ETAT CIVIL DE ANTONIO DE LA CALLE

Acte de baptême

Dans la ville d'Algésiras dépendant de la province et de l'évêché de Cadix, ce premier janvier de 1844, moi, Antonio Odena, prêtre natif de Barcelone, du clergé de cette ville, avec autorisation du curé de la paroisse, j'ai baptisé solennellement un enfant né à sept heures du matin le 29 décembre dernier, fils légitime de Antonio De La Calle, administrateur de loteries et de Josefa Garcia, natifs et habitants d'Algésiras. Grands-parents paternels: Pascual De La Calle, colonel du régiment d'infanterie de Zamora né à Cardona et Maria De La Mercedes Guibent née à Algésiras, défunte. Grands-parents maternels: Manuel Garcia, greffier principal de la justice militaire et Maria Del Rosario-Contillo natifs et habitants de cette ville.

On a donné à l'enfant les prénoms de Antonio Maria Tomas ; les parrains ont été les sus-nommés grands-parents maternels à qui ont été énoncés les devoirs de la parenté spirituelle et les obligations qu'ils ont contractées envers l'enfant.

Etaient témoins, le colonel d'infanterie en retraite Gabriel Guibent-Pastor et Fernando Garcia De La Torre propriétaire natifs et habitants d'Algésiras.

Acte de décès

De La Calle, Antoine, Marie, Thomas

L'an mil huit cent quatre-vingt neuf, le premier avril à neuf heures du matin, acte de décès de Antonio Marie Thomas De La Calle âgé de quarante cinq ans, né à Algésiras (Espagne) journaliste, décédé au domicile conjugal, hier matin à trois heures, fils de Antoine De La Calle décédé et de Joséphine De La Torre, âgée de soixante dix ans sa veuve, demeurant à Madrid, époux de Antonine Bertault, âgée de trente neuf ans, sans profession, domiciliée, rue de la Tombe Issoire n° 13.

Dressé par nous Gaston Macquet, adjoint au maire, officier de l'état civil du quatorzième arrondissement de Paris sur la déclaration de Alexandre Dupuis, âgé de trente huit ans, boucher, rue de la Tombe-Issoire n° 13 et de Claude Cuazi, âgé de cinquante et un ans, marchand de vins, rue de la Tombe-Issoire, n° 13, qui ont signé avec nous après la lecture.

NOTES

(1) Les assaillants supposaient l'Opéra très fortement défendu par les fédérés, mais, par suite d'un oubli incompréhensible, les communards avaient négligé de se fortifier dans ces immenses bâtiments qui pouvaient être pour eux une formidable citadelle. Sur la barricade de la chaussée d'Antin, on relèvera quelques détails pittoresques dans l'ouvrage de Catulle Mendès: *Les 73 journées de la Commune*, pp. 295-296, Lachaud éd. Paris, 1871.

(2) **Galvez Arce** Antonio, la figure la plus populaire du mouvement et l'âme de l'insurrection. Il avait participé à toutes les conspirations contre la monarchie espagnole depuis sa jeunesse. Il avait pris part à la révolution de 1868 aux côtés du général Prim. Il avait été le chef du soulèvement de Murcie en 1872. Élu député aux Cortès. Commandant, général des forces de la milice, de l'armée et de la marine lors de l'insurrection de Carthagène.

(3) **Contreras.** Capitaine général de Catalogne lors de la proclamation de la République, il avait été relevé de ses fonctions et on lui avait offert, en compensation, la direction de la cavalerie à Madrid. Il refusa cette promotion qui n'était qu'une mise à l'écart et se rendit à Carthagène où il proclama le Cantón Murciano. Il résista jusqu'au dernier moment avec le général Ferrer.

(4) **Combatz** Lucien, Louis, Joseph, né à Aiguebelle (Savoie) le 5 décembre 1835. Entré dans l'administration de la télégraphie Sarde le 1er mars 1856 puis employé au bureau de télégraphie à Nantes, Angers et Paris (au bureau de l'Hôtel de Ville). Volontaire dans l'armée de Garibaldi. Ami de Jules Vallès, collabore à *La Réforme*, *La Marseillaise*, au *Temps*, à *La Rive Gauche*, dessinateur militaire à *L'Illustration*. Membre du Comité républicain des 20 arrondissements. Membre du Comité Central de la Garde Nationale fédérée.

Après le 18 mars 1871, nommé directeur du télégraphe, il démissionne au bout de quelques jours pour couper court aux propos calomnieux sur une prétendue malversation dans la caisse du télégraphe du bureau de l'Hôtel de Ville en 1863.

Le 12 avril, il est élu chef provisoire de la 6e légion où il procède à des remaniements. Le 15 avril, par voie d'affiche, il décrète :

« *Le chef de la 6e légion, d'accord avec le délégué au ministre de la Guerre et le Comité central, prononce la dissolution des 18e, 19e et 20e bataillons de la 6e légion.* » « *Les hommes devront apporter leurs armes au quartier général de la légion* (Mairie du Luxembourg — place Saint Sulpice), *les citoyens de ces bataillons devant être immédiatement versés dans les autres bataillons de la légion.* »

Cependant, il est accusé de n'avoir pas procédé avec assez de vigueur à la dissolution des bataillons de sa légion signalés pour incivisme et un arrêté de Delescluze du 28 floréal an 79 (J.O. du 19 mai) le relève de ses fonctions ainsi que son état-major pour inertie. Ce manque d'énergie cadre mal avec l'attitude de matamore que lui prête Maxime Vuillaume (*Mes Cahiers Rouges* - tome III, p. 318).

« *Galonné, botté, éperonné, sabre au flanc, causant haut et gesticulant* ».

Il appartient effectivement à ce groupe frondeur des 15 chefs

de légion qui, dans la séance du 2 mai du Comité central, s'opposèrent au plan d'organisation d'une armée active préconisé par Rossel. Il prétendait, en effet, que cette réorganisation détruisait l'unité qui résidait dans le bataillon et anéantissait « la légende glorieuse » de quelques-uns d'entre eux.

Il voulait redonner un lustre à la 6e légion:

République française
Liberté - Egalité - Fraternité
Commune de Paris
Ordre du jour

Le commandant en chef de la 6e légion signale aux gardes nationaux la brillante conduite du 83e bataillon à Neuilly et le donne en exemple aux citoyens de la 6e légion.

Le Commandant en chef
J. Lucien Combatz

Après les derniers combats, Combatz réussit à passer en Angleterre, après avoir été assez longtemps caché, dit-on, chez la mère de Henry Bauër. Il figure parmi les principaux orateurs désignés pour commémorer l'anniversaire de la Commune dans une réunion organisée à Londres le 18 mars 1872.

Il participe au congrès fédéraliste de Londres en septembre 1872. Une section fédéraliste française avait été créée en 1871. Elle avait pris position contre les résolutions de la conférence de Londres (17-23 septembre 1871) et contre le conseil général de l'Internationale le 14 décembre 1871. Cette section connut ensuite différents tournants politiques entre 1871 et 1872.

A l'avènement de la république espagnole, Combatz décide de partir pour l'Espagne. Le 14 février 1873, il écrit au pionnier du parti démocrate, le député fouriériste Fernando Garrido (1821-1883) pour se mettre au service de la révolution espagnole. Il connaissait déjà l'Espagne, il avait séjourné à Madrid en janvier 1870, 4, calle très cruces.

Après son arrivée dans la capitale espagnole, il est déterminé à participer à l'insurrection fédéraliste de Carthagène. Arrêté après la défaite cantonaliste, il est déporté par le gouvernement espagnol aux îles Marianne.

Les conditions de détention dans cet archipel volcanique à l'est des Philippines sont atroces. Les déportés ne recevaient aucun aliment. Ils essayaient de subsister avec le produit de leur pêche et en arrachant des racines sauvages.

Une centaine de condamnés qui crurent pouvoir obtenir leur liberté en combattant une révolte des autochtones furent effectivement rapatriés en Espagne mais envoyés ensuite aux bagnes de Ceuta et de Carthagène.

Combatz avait refusé ce marché de dupes et continué à subir les mauvais traitements des gardes-chiourme. Cinq de ses compagnons, combattants socialistes de la fédération de San Lucar de Barrameda, avaient été fusillés sans jugement.

Mêlé à des droits communs, il doit lutter pour son existence à chaque heure du jour comme il l'écrit dans une lettre à sa famille provenant de l'île de Rosa et datée du 7 septembre 1876.

Il débarque enfin à Cadix, le 19 août 1877. Ses lettres de Madrid des 21 octobre, 30 décembre 1877 et 6 mai 1878 font état de sa grande détresse physique et morale.

En mars 1889, à la demande de sa famille, l'ambassade de France en Espagne entreprit des recherches pour retrouver sa trace. Aucun résultat positif ne ressortit de cette enquête. On ignore les circonstances de la fin de l'existence de Lucien Combatz ainsi que la date et le lieu de son décès.

(5) Dès le 17 mars, Pi y Margall avait promis de sévir contre ceux qui soutenaient les doctrines socialistes. Le groupe des communards réfugiés à Barcelone dirigé par Charles Alerini et Paul Brousse jugea sévèrement la conduite de Pi y Margall dans le journal anarchiste *La Solidarité Révolutionnaire* du 16 juillet 1873.

« *Barcelone, 15 juillet 1873* »

« *... Désabusé, le peuple travailleur comprenait enfin qu'il n'y a rien à attendre d'un gouvernement. En fait de libertés le sien (celui de Pi y Margall) dissolvait les fédérations et se faisant l'émule de Sagasta l'ancien ministre de l'intérieur réactionnaire ; en fait de fédéralisme, il élaborait le projet de fédération bâtarde que l'on sait ; alors sur divers points du territoire la révolution sociale a commencé.*

Placé entre les Carlistes et les révolutionnaires, le gouvernement socialiste Pi y Margall ne pouvait pas hésiter. Le Carlisme, c'est la propriété individuelle, c'est le Capital, la religion, la famille, c'est la conservation ; la révolution c'est la liquidation sociale, la destruction de ce qui existe, il a combattu la Révolution.

Pendant que le brave Cabrinety était écrasé par des forces supérieures, Velarde trouvait des troupes pour écraser à Alcoy 5 000 de nos amis, le pouvoir trouvait des troupes pour marcher sur Cartagena, des troupes pour entrer à Séville, des troupes, encore des troupes pour combattre Malaga. Pour une république autoritaire et bourgeoise, en Espagne comme en France, en 1848, en 1871, et aujourd'hui, le plus grand danger n'est pas le Carlisme, c'est la Révolution.* »

(*) Le général de brigade Cabrinety fut tué le 9 juillet 1873 en combattant les Carlistes. Cet ardent républicain devint un héros populaire après sa mort héroïque.

L'article mentionnait aussi la défaite du mouvement révolutionnaire à Barcelone où, par des promesses et de fallacieuses manœuvres, le pouvoir avait réussi à faire sortir de la ville les bataillons révolutionnaires pour les envoyer contre les Carlistes. Ces combattants avaient été remplacés par des troupes fidèles au gouvernement central.

Il faut préciser que si Barcelone ne prit pas part au Mouvement Cantonaliste, les ouvriers proclamèrent cependant la grève générale contre le pouvoir central le 14 juillet 1873. Mais ils ne furent pas suivis.

(6) **Paúl y Angulo** José

Ami d'Antonio De La Calle, Paúl y Angulo partage sensiblement les mêmes conceptions politiques. Les deux hommes sont à peu près du même âge et ont vécu en Espagne les mêmes combats. Physiquement, ils sont cependant dissemblables. Paúl y Angulo est plus grand (1 m 74) que son compagnon et il est toujours vêtu avec une rare élégance qui contraste avec la mise plus négligée de La Calle (en raison de ses soucis pécuniaires).

Paül y Angulo est un des principaux artisans de la révolution du 17 septembre 1868. Compagnon de la première heure du général Prim, il mènera cependant une dure campagne contre son ami quand ce dernier soutiendra la monarchie constitutionnelle. Député de Jerez à l'Assemblée constituante de 1869, Paúl y Angulo avec Fermin Salvochea (7) se met à la tête d'une bande de partisans républicains en Andalousie et proclame la république fédérale à Arcos De La Frontera le 3 octobre 1869. Avec 3 000 hommes mal équipés, il tint en échec pendant 27 jours 12 000 soldats de l'armée régulière.

A Madrid en 1870, il fonde un journal socialiste révolutionnaire *El Combate*, qui eut 54 numéros. Après l'assassinat de Prim, il doit

s'exiler en France d'où il est rapidement expulsé.

La police signale sa présence en France à différentes reprises en 1871-1872-1873, sans toutefois jamais réussir à l'appréhender.

En 1873, on croit l'avoir aperçu dans un banquet donné à Madrid en l'honneur des Communards Combatz, Pyat et Cluseret. Il est considéré comme un des principaux chefs des intransigeants et combattants cantonalistes.

Il fait aussi de fréquents voyages entre Paris et Londres, en 1875 et en 1878. En juin 1885, il serait, avec De La Calle, l'initiateur d'un comité républicain espagnol dont le siège se tiendrait dans les bureaux du journal *La Justice*, sous le patronage de Clemenceau. Il avait un moment espéré regrouper tous les leaders de l'opposition à la monarchie: Pi y Margall, Castelar, Salmeron, Zorilla.

Toujours accusé d'être l'instigateur de l'assassinat de Prim, il publie en janvier 1886 une brochure pour dénoncer les véritables assassins. Il met particulièrement en cause Louis d'Orléans, duc de Montpensier (1824-1890), cinquième fils de Louis Philippe et époux de la sœur de la reine Elisabeth II. (Le duc avait été candidat malchanceux au trône d'Espagne en 1870.)

Le 28 juillet 1886, la police française signale la présence de Paûl y Angulo à Biarritz en vue de préparer une réunion le 10 août avec Salmeron, Castelar et De La Calle. Toujours insaisissable, il est à Londres quand on le croit à Paris, à Buenos-Aires quand on le suppose à Madrid.

Paúl y Angulo, conspirateur infatigable, meurt à Paris en avril 1892 au 390 de la rue Saint-Honoré. Ses obsèques civiles eurent lieu au cimetière de Bagneux. Alfred Naquet prit la parole sur sa tombe.

(7) **Salvochea** Fermin, un des chefs de la révolution de septembre 1868 à la tête du soulèvement de Cadix. Il fut nommé membre du Comité provincial du gouvernement provisoire. Il dirigea avec Paúl y Angulo la rebellion républicaine contre le pouvoir central en Andalousie en septembre-octobre 1869. Dans un Manifeste, il proclamait: « Vive la République fédérale. » Internationaliste de tendance anarchiste, il fut élu président du comité administratif du canton de Cadix au milieu de juillet 1873.

SOURCES

Manuscrits:

Archives Nationales : BB 24 863 n° 6384
Archives Guerre : 20e Conseil n° 573 - Ly 40
Archives Police : B a/1027
Archives municipales du 14e arrondissement (Paris)
Archives paroissiales d'Algésiras (Espagne)

Imprimés:

María, Alice Medioni:

El Cantón de Cartagena - siglo veintiuno de Espana, editores, Madrid - 1979.

Maitron Jean: *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français* (1864-1871). Paris 1967 à 1971. Les éditions ouvrières.

José Termes - Anarquismo y sindicalismo en Espana la primera Internacional (1864-1881). Editorial Critica - grupo éditorial Grijalbo Barcelona - 1977.

Clara E. Lida - Anarquismo y révolución en la Espana du XIX, Madrid - siglo XXI de Espana - éditores - 1972.

B. Laurent - *La Commune de 1871 - Les postes, les ballons et le télégraphe.* Librairie Lucien Dorbon - Paris. s.d.

Directeur de publication: Jean Braire

Imprimerie Leroy 61600 La Ferté-Macé — Dépôt légal 1er trimestre 1987

Autres ouvrages de Marcel Cerf concernant la COMMUNE de PARIS

Le D'Artagnan de la Commune

(le colonel Maxime Lisbonne)

Editions du Panorama, Bienne, 1967
Dépositaire : Le Pavillon (Roger Maria)
rue Rollin, n° 5, 75005 Paris

L'Exécution du comte Charles de Beaufort

Editions de l'Académie d'Histoire
Cahier N° 9
23-25, rue Louis-le-Grand, 75002 Paris

Edouard Moreau, l'âme du Comité central

Edit. Denoël, Coll. Dossiers des Lettres nouvelles
Paris, 1971

Paris en 1971 et la Commune

par Georges-Ferdinand Gautier

Avant-propos par Marcel Cerf
Editions de l'Académie d'Histoire
Paris, 1973

Le Mousquetaire de la plume

Henry Bauer, fils naturel d'Alexandre Dumas

Editions de l'Académie d'Histoire
Paris, 1975

« La Commune »

Revue d'histoire de l'Association des Amis de la Commune de Paris (1871)
16 numéros (80 pages) parus de 1975 à 1982

Numéros disponibles :

N° 3 **Jean Maitron** : Hommes et femmes de la Commune. **Robert Brecy** : Marseillaises et Internationales au temps de la Commune. **Marcel Cerf** : Arrestation de Dombrowski, etc.

N° 4 **Jean Bruhat** : Au temps de la Commune : Un petit bourgeois patriote et républicain, Nestor Rousseau. **René Mouriaux** : La C.G.T., la C.F.D.T. et la Commune. **Jacques Tint** : « L'Internationale », musique de Degeyter, etc.

N° 6 **Maurice Moissonnier** : Lyon communard. **Jacques Girault** : La Commune et Bordeaux. **Jean Bruhat** : Chronologie des événements provinciaux, etc.

N° 8 **Paul Doussin** : La Commune et l'enfance. **Jacques Rougerie** : Espace populaire et espace révolutionnaire. **Joylon Howorth** : Portrait d'un dirigeant communard : Edouard Vaillant, etc.

N° 9-10 Numéro spécial sur la déportation en Nouvelle-Calédonie.

N° 13 **Roland Beyer** : Les deux cents Alsaciens de la Commune. **Raymond Huard** : Le mouvement républicain Gardois devant la Commune, etc.

N° 15 **Marcel Boivin** : Rouen et la Commune. **Raymond Le Ruyet** : L'Ille-et-Vilaine pendant la Commune, etc.

N° 16 **Marcel Cerf** : Le Comité de Secours pour les familles des détenus politiques. **Inge Tryml** : André Leo, une grande figure méconnue, etc.

Les commandes sont reçues au siège de l'association
46, rue des Cinq-Diamants, 75013 Paris. Prix 30 F le numéro, envoi compris

NOTES DE LECTURE

ODILON DELIMAL, par John BARTIER, édité et présenté par Francis SARTORIUS. (Editions de l'Université de Bruxelles.)

L'ouvrage, conçu par John Bartier, n'était pas achevé à la mort de l'auteur. C'est à Francis Sartorius * qu'incomba la lourde tâche de terminer l'œuvre entreprise en la complétant et en mettant en forme certains chapitres à peine ébauchés.

* L'éminent historien belge Francis Sartorius, bibliothécaire à l'Institut d'études européennes de l'Université de Bruxelles, est également l'auteur, en collaboration avec J.L. de Paepe, d'une étude exhaustive sur la proscription en Belgique : *Les Communards en exil* (Cahiers bruxellois). Dans la *Revue belge d'histoire militaire*, il a rédigé de remarquables notes biographiques sur les Belges ralliés à la Commune de Paris.

Curieuse personnalité que celle du journaliste belge Odilon Delimal. Républicain, proudhonien et athée, ce fougueux polémiste sut cependant moduler ses élans révolutionnaires au gré des turbulences du climat politique.

Très lié au mouvement socialiste français, il donna, dans son journal, *L'Espiègle* (1864-1869), une large place aux écrits des plus célèbres opposants au Second Empire ; un moment même, Blanqui pensa faire de *L'Espiègle* une tribune pour la diffusion des idées de son mouvement.

Arrivé à Paris au début de 1870, Delimal entra à la rédaction du *Rappel* et, peu après, au *Combat*, puis au *Vengeur* de Félix Pyat. La Commune ayant éclaté, il profita de l'absence de Pyat pour faire paraître un nouveau journal, *La Commune*, avec les anciens rédacteurs du *Combat* et du *Vengeur*.

Après avoir encensé la révolution du 18 mars, Delimal, sentant le vent tourner, modifia l'orientation de son journal. En raison de son hostilité au gouvernement de l'Hôtel de ville, *La Commune* fut suspendue par ordre du Comité de Salut public, le 20 mai 1871.

L'insurrection vaincue, Delimal n'obtint pas l'autorisation de lancer une feuille modérée, *Le Mouvement*, destinée, selon lui, à donner aux ouvriers « de sages enseignements ». Malgré ses hautes protections, il sera condamné, le 9 mars 1874, à la déportation en enceinte fortifiée. Toutefois sa peine sera rapidement commuée en celle de dix années de bannissement.

Grâce à la recommandation des Péreire, Delimal trouva un emploi de secrétaire dans une entreprise de travaux publics en Espagne, puis il se fixa à Porto-Rico où il mourut, le 12 décembre 1888, avant d'avoir pu réaliser un mirifique projet d'exploitation du guano. Il « ratait sa sortie de scène comme il avait raté sa vie ». — M.C.

- 1 -

CAHIERS DES AMIS DE LA COMMUNE

NOTES DE LECTURE (suite)

JOURNAL D'UN DÉPORTÉ - 1871-1879 - *De la Commune à l'île des Pins*, par Joannès CATON (Editions France-Empire).

Les souvenirs de cet insurgé de la commune de St.Etienne sont une véritable révélation. Leur auteur nous surprend par le regard neuf qu'il pose sur les hommes et sur les choses.

Evitant l'emphase, si fréquente dans les écrits politiques de cette période, Joannès Caton nous émeut par la fraîcheur et la délicatesse de ses sentiments. Ce jeune ouvrier veloutier est un vrai poète et un fin psychologue.

Les jugements sur ses compagnons d'infortune dénotent un esprit généreux, lucide et sans préjugés. Les pages consacrées à Louise Michel sont certainement parmi les plus belles et les plus justes écrites sur la grande citoyenne.

Ce reportage extrêmement vivant constitue un document historique de premier plan sur la déportation en Nouvelle-Calédonie. — M.C.

Prix 25 F

Direction & Vente
JEAN BRAIRE
46, rue des Cinq-Diamants
75013 PARIS